

BREUIL LE 18 MARS 2013



RECU LE 16 AVR. 2013

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire du 27 février 2013 imposant à la société HONEYWELL AFTERMARKET EUROPE S.A.S. des mesures de remise en état pour le site qu'elle a exploité sur le territoire communal de Breuil-le-Sec

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V des parties législative et réglementaire relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la *protection de l'environnement* soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;

Vu la circulaire ministérielle du 8 février 2007 relative aux installations classées – Prévention de la pollution des sols – Gestion des sols pollués ;

Vu la circulaire ministérielle du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués – Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant les conditions d'exploitation des installations de la société HOLT LLOYD, filiale de HONEYWELL à Breuil-le-Sec notamment l'arrêté du 15 septembre 1988 et l'arrêté du 28 août 1990 ;

Vu la déclaration de cessation d'activité de l'exploitant du 20 mai 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007 délivré à la société HOLT LLOYD en vue de la réalisation de mesures de surveillance du site de Breuil-le-Sec ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 délivré à la société HONEYWELL AFTERMARKET EUROPE S.A.S. modifiant le réseau de surveillance des eaux souterraines défini dans l'arrêté du 5 avril 2007 ;

Vu les dossiers transmis par l'exploitant, à savoir une synthèse des investigations réalisées sur site à son initiative de septembre à novembre 2011 (rapport ERM, GMS de mai 2012) et un plan de gestion (rapport ERM, GMS 0164729- R2154-VF de novembre 2012) qui propose des mesures de gestion pour traiter les zones sources présentes au droit du site ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 10 janvier 2013 ;

Vu l'avis du Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement du 10 janvier 2013 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 24 janvier 2013 ;

Vu le projet d'arrêté communiqué à la société HONEYWELL AFTERMARKET EUROPE S.A.S. Le 30 janvier 2013 et sa réponse électronique du 26 février 2013 ;

Considérant que la société HOLT LLOYD a exploité le site de 1966 à 2005 ;

Considérant que cet exploitant a déclaré la cessation d'activité du site le 20 mai 2005 ;

Considérant que les études et diagnostics réalisés au droit du site ont mis en évidence plusieurs sources de pollution dans les sols et les eaux souterraines ;

Considérant qu'aucun impact significatif n'a été identifié à l'extérieur du site ;

Considérant que d'une part, dans ces conditions, les sources de contamination dans les sols et eaux souterraines peuvent perdurer et que d'autre part une surveillance de la qualité des eaux souterraines a été mise en place ;

Considérant que le suivi des eaux souterraines montre que les concentrations présentent des fluctuations saisonnières depuis 2005 mais ne présentent pas de tendance à la baisse ;

Considérant que de ce fait, l'exploitant souhaite mettre en œuvre des actions ciblées d'excavation des sols impactés afin de conduire à une amélioration de la qualité des eaux souterraines ;

Considérant qu'en l'absence de risque sanitaire inacceptable, les actions d'excavation des sols n'ont pas pour objectif premier de diminuer les risques sanitaires et les rendre acceptables mais de réduire la masse de polluants présente dans les zones sources identifiées par les investigations ;

Considérant que le plan de gestion proposé par l'exploitant identifie des solutions permettant de maîtriser les sources de pollution en supprimant 90 % de la masse de polluants présente ;

Considérant qu'en application de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement, le Préfet peut imposer, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment la santé, la sécurité et la salubrité publiques ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRETE

Article 1

La société Honeywell Aftermarket Europe S.A.S. dont le siège social est situé 21 avenue Saint Mathurin - BP 70233 à Allonne (60000), est tenue, pour l'ancien site qu'elle a exploité à Breuil-le-Sec (60840) - Moulin de Bailly-le-Bel, de procéder à sa charge, aux opérations prescrites ci-après, dans

des conditions propres à éviter de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Livre V - Titre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 2 : Traitement des zones sources

Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société HONEYWELL AFTERMARKET EUROPE S.A.S met en œuvre les propositions de gestion mentionnées dans le plan de gestion visé au présent arrêté.

Les travaux d'excavation des cinq zones identifiées comme zones sources dans le plan de gestion sont réalisés conformément aux dispositions décrites dans le dossier et sous réserve des prescriptions ci-après.

Les cinq zones à traiter sont les suivantes :

Zone 1 : Ancienne zone de stockage de fûts (zone Pz100) : sols impactés par chlorobenzènes, éthers, naphthalène, HCT, BTEX, COHV et TMB.

Zone 2 : Zone des anciennes cuves aériennes d'éther (zone Pz7) : sols impactés par des HCT et éthers.

Zone 3 : Zone des conduites souterraines entre les anciennes cuves de stockage liquide et l'atelier (zone Pz9) : sols impactés par des HCT et des éthers.

Zone 4 : Zone des conduites souterraines à l'ouest de l'atelier (zone Pz23) : sols impactés par des chlorobenzènes, naphthalène, HCT, BTEX, COHV et TMB.

Zone 5 : Zone d'infiltration des eaux usées de l'ancien laboratoire et de la purge du compresseur (zone Pz102) : sols impactés par des HCT, chlorobenzènes, COHV, BTEX et naphthalène.

Pour les zones 1 et 2, l'exploitant s'assure qu'au moins 90 % de la masse totale de composés présents sera excavée et traitée. Un maillage complémentaire sera réalisé avant les travaux afin de délimiter les zones à excaver, quantifier les volumes impactés et la masse de polluants présents.

Le plan de terrassement est déterminé sur la base de sondages de sol réalisés suivant une grille de 5 m de côté environ. Un échantillon est prélevé et analysé en laboratoire par mètre de sol traversé verticalement, pour les familles de polluants cités ci-avant pour chaque zone impactée. Le plan de terrassement envisagé est communiqué à l'inspection des installations classées au moins 3 semaines avant le démarrage des travaux. Au moins 15 jours avant le démarrage de ces travaux, Honeywell Aftermarket Europe S.A.S transmet le planning détaillé des interventions à l'inspection des installations classées.

Pour les zones 3, 4 et 5, l'excavation est réalisée à l'avancement, selon des observations organoleptiques et des mesures au PID, voire si besoin par des analyses rapides de terrain.

Afin de vérifier l'efficacité des mesures proposées, des analyses sont réalisées en fond et en flanc de fouille. Une analyse des risques résiduels (ARR) est réalisée à partir des concentrations résiduelles mesurées :

- dans les sols en fond et en flanc de fouille ;
- dans les eaux souterraines ;

- dans l'air ambiant des bâtiments situés à proximité et à l'aval hydraulique des sources sol identifiées.

Article 3 : Travaux

Les dispositions du présent article sont prises sans préjudice du respect d'autres réglementations applicables, notamment les mesures relatives à l'hygiène, la santé et la protection des travailleurs prévues par le code du travail.

Lors de la réalisation des travaux d'évacuation des sols pollués, Honeywell Aftermarket Europe S.A.S prend les mesures nécessaires pour éviter la pollution de eaux pluviales ainsi que des émissions de poussières et de bruit.

En cas de survenue d'un événement non prévu, Honeywell Aftermarket Europe S.A.S cesse les opérations et ne les reprend qu'après avoir procédé à une analyse des risques.

L'agencement des travaux est réalisé de façon à permettre à tout moment l'intervention des secours.

L'inspection des installations classées est tenue informée mensuellement de l'état d'avancement des travaux.

3.1 : Stockages de matériaux sur site

Les matériaux excavés ne peuvent être réemployés sur site que sur la base d'analyses justifiant de la qualité des matériaux réemployés. A défaut, ces matériaux sont évacués, selon l'article 3.3, dès l'excavation vers le lieu de leur élimination ou traitement, dans la mesure du possible. Dans le cas où des stockages temporaires sont nécessaires, les matériaux sont stockés sur des aires étanches. Les matériaux stockés temporairement sur le site sont répartis en tas homogènes selon leur origine ou leur destination. Chaque tas est identifié de manière explicite (notamment, évacuation hors site et traitement, réutilisation en remblai sur site, etc.).

A l'issue des travaux de réaménagement des terrains, aucun stockage de matériaux ne subsiste sur site.

3.2 : Traitement des eaux

Les eaux souterraines présentes en fond d'excavation sont pompées et traitées. La qualité des eaux traitées doit respecter les seuils définis dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Ces eaux traitées sont rejetées dans la Brèche.

3.3 : Evacuation des déchets et des matériaux

Les déchets et matériaux évacués hors site sont dirigés vers des installations prévues et autorisées à cet effet.

Les opérations de transfert et d'élimination de déchets doivent être réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié.

Les bordereaux de suivi de déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La société Honeywell Aftermarket Europe S.A.S tient une comptabilité précise de ces opérations. Elle conserve les justificatifs d'élimination des déchets. En particulier, pour chaque type de déchet identifié, Honeywell Aftermarket Europe S.A.S consigne sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :

- le type de déchet, ses caractéristiques principales, sa provenance, son caractère dangereux, si le matériau est souillé par un produit dangereux, le classement retenu selon la liste indexée à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement et la quantité évaluée,
- la filière d'évacuation et les entreprises retenues, les références de l'agrément ou de l'autorisation administrative des entreprises à procéder à l'élimination du déchet, compte-tenu de ses caractéristiques,
- lors de chaque opération d'enlèvement, la date de l'opération et la quantité, la nature et la destination des déchets enlevés.

L'inventaire précis quantitatif et qualitatif des déchets est transmis à l'inspection des installations classées.

3.4 : Remblaiement

Avant tout remblaiement suite à la mise en œuvre des mesures de gestion prévues à l'article 2, Honeywell Aftermarket Europe S.A.S s'assure que les matériaux de remblaiement sont sains et exempts de pollution. Les éléments justifiant de la provenance et de la qualité des matériaux utilisés en remblai sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.5 : Rapport de fin de travaux

Dans un délai maximal de 3 mois à compter de l'achèvement des travaux, la société Honeywell Aftermarket Europe S.A.S transmet au Préfet de l'Oise et à l'inspection des installations classées un mémoire justifiant la fin des travaux et la compatibilité de l'état final des milieux avec les usages actuels du site.

Ce rapport comprend, notamment :

- un récapitulatif des déchets éliminés lors des travaux,
- un descriptif des travaux effectués (notamment avec présentation cartographique et photographique),
- les résultats d'analyses,
- les quantités évacuées et les filières retenues,
- les quantités apportées sur site et leur provenance.

Article 4 : Surveillance

Les piézomètres pertinents détruits dans les zones de travaux sont remplacés une fois les travaux terminés. En cas de non remplacement, le nouveau réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines sera soumis à l'approbation préalable du service des installations classées. Les ouvrages supprimés doivent être rebouchés selon les règles de l'art. Le rapport d'intervention de rebouchage de ces ouvrages est remis à l'inspection des installations classées.

Pendant les travaux et jusqu'à 3 mois après la fin des travaux, la surveillance des eaux souterraines est renforcée par un suivi mensuel des piézomètres situés à proximité et en aval des zones de travaux :

- Pz4 bis (si conservé), Pz2, Pz22, Pz22D et Pz3 pour la zone 1 ;

- Pz7 (si conservé), Pz101, Pz8, Pz103 pour la zone 2
- Pz23, Pz23D (si conservé), Pz1, Pz11 et Pz21D pour les autres zones.

Les substances analysées sont celles mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 5 avril 2007. En cas d'évolution des concentrations à la hausse, et notamment en cas de dépassement d'un seuil d'alerte défini comme une concentration d'un ordre de grandeur supérieur à la moyenne des concentrations observées historiquement, des mesures correctrices d'urgence seront prises par l'exploitant et l'inspection des installations classées sera immédiatement informée.

Article 5

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet de l'Oise.

Article 6

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Breuil le Sec, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 27 février 2013

Pour le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général,



Patricia WILLAERT

Destinataires :

Société HONEYWELL AFTERMARKET EUROPE S.A.S.
Pour le site anciennement exploité par la société HOLT LLOYD
21 avenue Saint Mathurin
BP 50632
60000 ALLONNE

M.le sous-préfet de Clermont

M. le maire de Breuil le Sec

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. l'inspecteur des installations classées
s/c de M. le chef de l'unité territoriale de la DREAL de Picardie

M. le Directeur général de l'agence régionale de santé de Picardie